

## **le dividende démographique et l'emploi des jeunes: La politique de l'Algérie et la promotion de l'emploi**

Pr.Dr. Ahmed Ameer Ameer  
Faculty of Economics Sciences and Business  
University of Abdelhamid Ben Badis  
Kharrouba, Mostaganem 27000, Algeria  
Tel: (213) 0661275994 E-mail: ameur\_ameur@yahoo.com

### **Résumé:**

Pour l'Algérie la notion "dividende démographique" constitue un enjeu majeur. L'Algérie doit engager les réformes et les efforts indispensables pour bénéficier de cette aubaine exceptionnelle et de la «fenêtre d'opportunités » du dividende démographique. Le défi est d'investir dans les jeunes générations, dans l'éducation et la santé, de construire une cohorte capable de mettre son économie en mouvement. Raison de plus pour engager sans délai les politiques indispensables permettant la promotion de l'emploi de jeunes.

Dans ce papier on essaye d'évoquer le dividende démographique correspondant à l'emploi de jeunes et les politiques à mettre en œuvre pour bénéficier de ce dividende comme l'ont fait les pays émergents. La politique première concerne la dynamique démographique et la maîtrise de la fécondité. L'autre politique à mener de façon vigoureuse concerne l'insertion et l'emploi de jeunes en Algérie ainsi que les mesures pragmatiques devant être proposés capables de valoriser ces politiques.

**Mots clé :** *dividende démographique, fécondité, l'emploi de jeunes, fenêtre d'opportunités, développement économique.*

## **1- Introduction :**

Le dividende démographique exprime la situation où, dans un pays qui a achevé sa transition démographique, la proportion de la population en âge de travailler dépasse celle des personnes dépendantes, c'est-à-dire les jeunes et les personnes âgées.

Qu'en est-il pour l'Algérie? Pour l'Algérie la notion "dividende démographique" constitue un enjeu majeur. L'Algérie a achevé sa transition démographique et se trouve à présent dans cette partie de la "courbe de dépendance" où la dépendance globale diminue.

Quelles sont les politiques à mettre en œuvre pour bénéficier du dividende démographique ? La politique première concerne l'emploi. Mais il ne s'agit pas seulement de créer davantage d'emplois mais surtout de disposer d'une main-d'œuvre bien formée.

L'emploi est l'une des préoccupations majeures des instances publiques et des collectivités locales suite aux pertes de postes d'emploi aussi bien dans le secteur public que privé. La seule alternative notamment pour les jeunes reste les mesures décidées dans le sens de la création d'emplois, cependant, en dépit des coûts exorbitants engagés dans la lutte contre le chômage, les dispositifs mis en place n'ont pas prouvé leur efficacité.

Les investissements pour répondre aux besoins des groupes les plus jeunes deviennent de moins en moins nécessaires, ce qui crée des opportunités de croissance pour un pays, dans la mesure où plus de ressources sont disponibles pour être investies dans son développement économique.

Dans ce contexte, des mesures pragmatiques doivent être proposés capables de mettre l'économie algérienne sur les rails d'un développement autoentretenu.

## **2- Le dividende démographique :**

### **2.1- Concept et définition**

On appelle dividende démographique « les avantages que les économies seraient susceptibles de tirer d'une phase particulière de la transition démographique durant laquelle l'évolution numérique des différentes classes d'âge conduit à maximiser la proportion d'actifs, source de richesses, et à minimiser corrélativement celle des inactifs source de dépenses »<sup>1</sup>. Ce Concept qui a été introduit pour la première fois par David Bloom de l'université Harvard, et aujourd'hui parfaitement connu des démographes, le "dividende démographique" ne semble, curieusement, pas préoccuper outre mesure les économistes et autres observateurs du développement national. Alors même que pour l'Algérie cette notion constitue un enjeu majeur.

---

<sup>1</sup> « Le dividende démographique et le développement », <http://www.ppdafrika.org/docs/policy/demo-f.pdf>

De quoi s'agit-il ? Dit simplement, le dividende démographique exprime la situation où, dans un pays qui a achevé sa transition démographique, la proportion de la population en âge de travailler dépasse celle des personnes dépendantes, c'est-à-dire les jeunes et les personnes âgées. Il se trouve que cette période dans la vie d'un pays ne dure pas longtemps, moins d'une génération en général, mais peut se traduire par des possibilités de croissance économique exceptionnelle, lui faisant gagner plusieurs points de PIB.

C'est la raison pour laquelle on parle aussi d'"aubaine démographique". Cette croissance n'est pas pour autant automatique. Elle doit être mise en œuvre par des politiques ad hoc, capables précisément de bénéficier des effets du dividende démographique. Qu'en est-il pour l'Algérie? Notre pays a achevé sa transition démographique et se trouve à présent dans cette partie de la "courbe de dépendance" où la dépendance globale diminue. Dans cette phase historique, les personnes en âge de travailler - entre 15 et 65 ans - dépassent en nombre les personnes plus jeunes et plus âgées. Dans le graphe ci-contre, l'Algérie se serait située entre le Brésil et la Chine en 2010.

Ce concept renvoie à un moment exceptionnel de l'histoire démographique d'un pays qui lui donne la possibilité d'accroître rapidement son PNB.

Selon les données les plus récentes sur la démographie algérienne, la "fenêtre d'opportunités" correspondant au dividende démographique, ouverte en 1970, devrait se refermer vers 2020.

Pour le gouvernement algérien il doit engager les réformes et les efforts indispensables pour bénéficier de cette aubaine exceptionnelle.

L'Algérie ne sera jamais en meilleure position pour mettre son économie en mouvement.

Rater cette occasion, c'est rater son rendez-vous avec l'histoire. Le prix en serait alors particulièrement lourd. À cet égard, la qualité devra primer la quantité. Notre système d'éducation ne devrait plus continuer à former des jeunes qui ne trouvent pas d'emplois à la fin de leurs études. Il faut des mesures pragmatiques capables de mettre l'économie algérienne sur les rails d'un développement autoentretenu. Il faut aussi que des chantiers plus structurés soient mis en œuvre pour accompagner le cercle vertueux de la croissance ainsi créé.

## **2.2- Dynamique démographique en Algérie:**

L'Algérie s'achemine vers une faible fécondité, une faible mortalité et une faible croissance démographique. La guerre d'Algérie dans les années 1950, puis la guerre civile dans les années 1990-2000 ont retardé cette transition démographique qui se met désormais en place dans tout le Maghreb.

L'Algérie est en voie d'achever sa transition de fécondité, malgré une remontée ces dernières années selon l'état-civil : 2,2 en 2002 puis 2,8 en 2008, au-dessus de 3 en 2012 pour

redescendre à 2,93 en 2013. La fécondité des femmes a diminué sensiblement à tous les âges, mais à des rythmes divers. Le recul le plus prononcé se produit chez les moins de 29 ans (forte augmentation du célibat à ces âges). En milieu rural, il suit rapidement le déclin en milieu urbain. Les comportements reproductifs sont très proches, l'Indice synthétique de fécondité est de 2,5 dans le monde rural contre 2,2 en milieu urbain.

Il se trouve que la dynamique démographique de l'Algérie d'aujourd'hui lui donne la possibilité de bénéficier du "dividende démographique" pour ancrer plus solidement les conditions de la croissance. Durant cette phase, avec une population au travail plus jeune, apportant davantage d'esprit d'entreprise et d'innovation, un pays peut atteindre les plus grands gains de productivité, d'épargne et d'accumulation de capital. À condition, bien entendu, que l'on mette en place des politiques appropriées.

	2000	2005	2010	2015	2020
<b>Hommes</b>	9 791 000	9 307 000	10 522 000	11 408 000	12 097 000
<b>Femmes</b>	3 099 000	4 110 000	5 083 000	5 855 000	6 380 000
<b>Ensemble</b>	11 069 000	13 417 000	15 605 000	17 264 000	18 477 000

*Sources : projection des Nations unies 2006.*

### 2.3- Les politiques du dividende démographique:

Si la maîtrise de la fécondité, comme condition nécessaire est remplie, l'Algérie peut bénéficier un jour du dividende démographique comme l'ont fait les pays émergents. De plus le maintien de taux de dépendance élevé va rendre plus difficile l'amélioration du capital humain du pays, deuxième condition nécessaire pour bénéficier du dividende démographique. Quelles sont donc les politiques mis en œuvre pour bénéficier du dividende démographique ? La politique première concerne l'emploi. Mais il ne s'agit pas seulement de créer davantage d'emplois mais surtout de disposer d'une main-d'œuvre bien formée. À cet égard, la qualité devra primer la quantité.

Les questions liées à l'emploi sont centrales dans le débat public de la plupart des pays du monde, qu'il s'agisse de l'accès à l'emploi ou des conditions de travail (rémunération, types de contrats, pénibilité). Dans les pays les plus riches, la crise des économies débouche sur un chômage structurel et une croissance des inégalités. Dans les pays les plus pauvres ou à revenus intermédiaires, où les marchés du travail sont incomplets avec un poids majeur des secteurs dits informels, le cœur du débat est décalé et s'exprime plutôt au travers de la question de l'emploi des jeunes diplômés, de l'accès au salariat pour sortir de la précarité de l'économie informelle, et des conditions de travail en l'absence de normes sociales.

L'évaluation de l'expérience en matière de programmes publics d'emploi, mis en œuvre depuis les années 90 a permis de relever des insuffisances. Cette évaluation a permis aux pouvoirs publics de mettre en place un nouveau Dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle (DAIP).

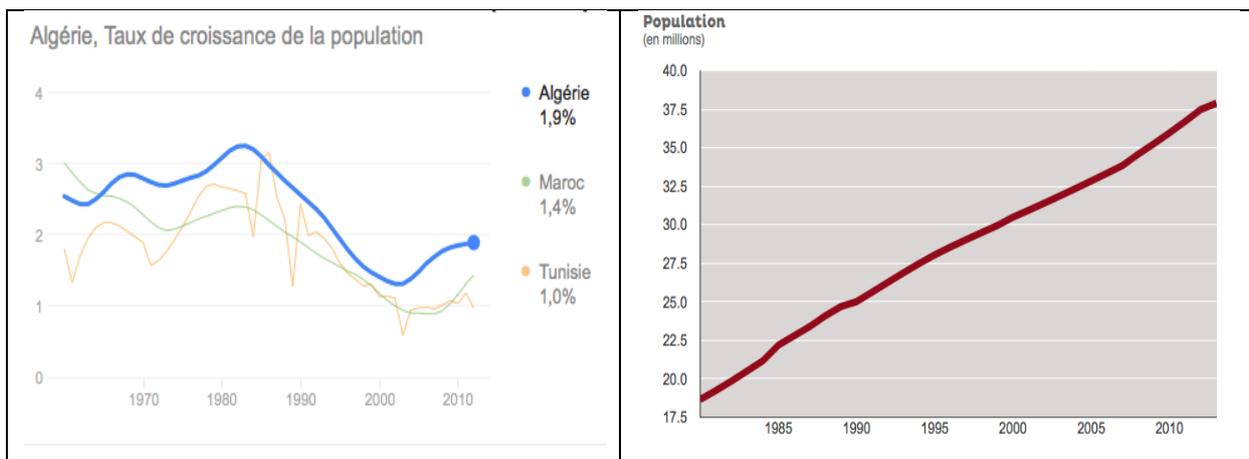
Ce dernier, vise à enclencher une dynamique de création d'emploi, par la mise à la disposition des entreprises publiques et privées et des institutions et administrations publiques, des jeunes primo-demandeurs d'emploi totalement pris en charge financièrement par l'Etat.

Au contraire, on devrait identifier les quelque 200 profils dont nous avons besoin aujourd'hui et surtout demain. Cela suppose une vision totalement différente de la politique de formation adoptée jusque là. Au lieu de construire toujours plus d'écoles et d'universités, on devra davantage songer à rentabiliser au maximum les installations existantes. Par exemple, à quoi servent nos écoles et universités après 17 heures ? À rien ! On pourrait les utiliser pour former des formateurs, organiser des cours du soir pour différentes populations de travailleurs, etc. L'autre grand changement dans la formation concerne la pédagogie. Jusque-là, le système algérien a souvent privilégié la théorie sur la pratique. Il faudra au contraire accorder plus de temps aux travaux pratiques, que ce soit à l'hôpital, dans l'usine ou dans les laboratoires des entreprises.

#### 2.4- Croissance démographique et chômage:

Si le chômage au sein de la population active a largement reculé depuis l'an 2000, celui-ci reste élevé parmi les jeunes et les femmes. Mais comment expliquer cette dichotomie et quel rapport existe-t-il à l'absence de diversification au sein de l'économie?

La réponse se situe à deux niveaux. Le premier est démographique.



La population algérienne a quasiment doublé en 30 ans, passant de 18,7 millions d'habitants en 1980 à 37,9 millions l'an dernier. Ce boom s'est accompagné d'un rajeunissement de la

population, les personnes âgées de moins de 15 ans représentant désormais 27% du nombre total d'habitants.

En parallèle, le taux d'alphabétisation est passé de 50% en 1987 à près de 75%, tandis que la durée moyenne de scolarisation a grimpé de 2 ans en 1985 à 8 ans en 2012<sup>2</sup>.

Ces deux facteurs combinés –croissance démographique et amélioration du niveau d'éducation– ont considérablement augmenté le nombre de personnes, notamment de jeunes, à la recherche d'emploi, face à une structure économique rentière incapable de répondre à ces besoins.

Cette évolution démographique, ainsi que l'arrivée d'un nombre croissant de femmes sur le marché du travail, a largement augmenté l'offre d'emplois.

Entre 1996 et 2006, la croissance de la population active au Moyen-Orient et en Afrique du Nord a été trois fois plus importante que dans le reste des régions émergentes. Le chômage des jeunes a atteint des pics au niveau mondial, touchant 20% des jeunes hommes et plus de 30% des jeunes femmes.

L'Algérie ne fait pas figure d'exception à ce niveau. Selon les chiffres de la Banque mondiale, 19% des hommes et 36% des femmes âgés de 15 ans à 24 ans étaient sans emplois en 2012.

Le taux de chômage devrait arriver à 8 % en 2019, selon le plan du gouvernement, après être arrivé à 9,8 % en mai 2013, soit " moins de 10 %, une première dans l'histoire de l'Algérie".

### **3.1- La promotion de l'emploi en Algérie:**

#### **3.1- Pauvreté et développement de l'emploi :**

L'Algérie doit faire de l'emploi des jeunes une priorité absolue pour mettre un terme au "gaspillage de capital humain" actuel et bâtir des sociétés plus stables.

Dans ce cadre, « la politique nationale d'emploi des jeunes "se confond largement" avec la politique nationale de promotion de l'emploi elle-même »<sup>3</sup>.

concernant plus particulièrement la période 2010-2014, un plan d'action gouvernementale visant la réduction du taux de chômage à moins de 10% a adopté une approche consistant en le soutien à l'investissement générateur d'emplois au moyen d'incitatifs fiscaux et de crédit, le développement de l'entreprenariat chez les jeunes, et le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle.

Partager l'expérience de l'Algérie au regard du dividende démographique "me fait l'obligation

---

<sup>2</sup> Rapport CNES 2012

<sup>3</sup> Abdelkader Messahel ; Réunion à l'ONU sur l'emploi de jeunes : Messahel présente l'expérience de l'Algérie Mercredi 3 Juin 2015.

de rappeler que mon pays est situé au cœur d'une sous-région de l'Afrique que les instances internationales créditent du taux de chômage des jeunes le plus élevé sur le continent, le situant autour de 24%, et le citant volontiers parmi les causes de l'instabilité politique qu'ont connus certains pays de notre région depuis le début de la décennie en cours"<sup>4</sup>. Les pays comme l'Algérie doivent capitaliser sur cette catégorie pour accélérer leur développement.

### **3.2- L'emploi de jeunes et les dispositifs :**

Certes, ce dispositif permet d'améliorer l'employabilité des jeunes mais ne représente pas d'alternative, surtout que le chômage des jeunes et des universitaires reste élevé. Entre 2008-2014, les dispositifs d'emplois ont permis la création de 1,4 million d'emplois.

Cependant, en 2013, le taux de chômage de cette frange de la société a été de 16%, ce qui est «préoccupant» car il conduit à «l'installation du chômage de longue durée».

Seule une politique «d'anticipation» et de «sortir de la dépendance des hydrocarbures qui est une source rentière» peut régler le problème de chômage de longue durée<sup>5</sup>. «les chômeurs diplômés sont livrés aux manipulations politiques et à la contrebande»<sup>6</sup>.

La crise au Mali et dans d'autres pays africains renseigne sur le malaise qui prévaut dans le milieu des jeunes qu'il faudra prendre en charge. Les jeunes sont «frustrés et c'est un phénomène régional, voire mondial», a-t-il averti. De son côté, le président du CES du Gabon qualifiera le chômage des jeunes de «danger potentiel». Les CES devront formuler leurs recommandations au cours du workshop qui s'achèvera aujourd'hui.

Le fonctionnement du marché du travail pourra être amélioré et les dispositifs d'insertion renforcés dans la perspective d'une stratégie d'accompagnement social des réformes économiques et de la privatisation. Les premières expériences des programmes de privatisation et de formation professionnelle avec l'articulation entre la formation et le marché de l'emploi pourront être valorisées en ce sens. En outre, le travail indépendant a une importance accrue comme pourvoyeur d'emploi.

### **3.3- Quelques statistiques sur l'emploi :**

---

<sup>4</sup> Abdelkader Messahel

<sup>5</sup> Plaidoirie de Mohamed Seghir Babès, président du Cnes, aux travaux du workshop, des Conseils économiques et sociaux (CES) de plusieurs pays africains, membres de l'Association internationale des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires (AICESIS).

<sup>6</sup> Avertissement de Michel Kamano, président du CES de la Guinée, aux travaux du même workshop.

Les jeunes qui ont eu à s'exprimer lors des consultations se sont dits exaspérés par ces dispositifs et ce, à cause des passe-droits, de la bureaucratie et la mainmise de certains réseaux occultes. En ce sens on recommande la révision globale de tous ces dispositifs et la possibilité de transformer les projets individuels en projets collectifs orientés, sous l'égide de l'Ansej et de la Cnac, et d'inclure la notion de l'emploi pérenne dans l'essence même du développement local, tout en accompagnant les jeunes promoteurs en leur accordant des avantages incitatifs pour la création de PME (petite et moyenne entreprise), TPE (très petite entreprise), ainsi que des start-up (entreprises émergentes)".

### **3.4- Evolution du marché de l'Emploi:**

Depuis 2001, la création d'emplois s'est accélérée en Algérie, sous l'impulsion du secteur privé, qui emploierait 5,8 millions de travailleurs contre seulement 2,2 millions dans le secteur public dont 1,6 millions dans l'administration.

La situation des femmes devra retenir l'attention, en particulier en ce qui concerne la réduction des disparités dans le système éducatif (avec un accent sur les filles vivant dans des secteurs ruraux), et l'aide à la (ré-)insertion sur le marché du travail et la promotion du travail indépendant dans le cadre de la micro-finance.

Seuls cent mille (100.000) sur trois cent mille jeunes (300.000) universitaires et diplômés des centres de formation et d'enseignement professionnels sont intégrés dans le marché de l'emploi, a indiqué mardi dernier le Centre national économique et social (Cnes).

Dans le cadre de la prise en charge de la problématique des jeunes dans le cadre des travaux des états généraux de la société civile, il a été souligné que le taux d'emploi des jeunes est toujours faible par rapport aux taux de formation et d'orientation des jeunes vers la vie professionnelle.

Selon le CNES, les jeunes de moins de trente ans sont les plus touchés par le chômage avec un taux de 70% du nombre global des chômeurs. Le chômage des jeunes, notamment parmi les universitaires, induit un développement dangereux du secteur parallèle qui devient un échappatoire pour la majorité de ces jeunes en quête d'emploi.

Même si ces jeunes réussissent à trouver un emploi, le tiers d'entre eux seulement est couvert par la sécurité sociale, d'autant plus que le secteur privé «ne déclare pas ses employés.

### **3.5- Stratégie politique en faveur des jeunes:**

Le rapport insiste sur "l'élaboration d'une stratégie politique en faveur des jeunes". Si on part du principe que plus de 75% de la population est constituée de jeunes, on peut dire sans complexe que le peuple algérien est jeune et pourtant leur exclusion des domaines de la vie sociale, politique et économique est flagrante et ne répond à aucune logique. Déblocage

du programme des 100 locaux par commune Le programme lancé en grandes pompes et qui devait constituer une bouffée d'oxygène pour les jeunes porteurs de projets est en stand-by et souvent quand les jeunes se rapprochent des APC pour s'en enquérir, ils ont cette phrase en guise d'explication "l'opération n'est pas encore terminée". Du point de vue des experts, il faut analyser la situation en mettant le doigt sur les dysfonctionnements qui entachent l'exécution dudit programme. Le programme présidentiel des 100 locaux par commune "est une très bonne initiative mais son application est truffée de problèmes". Ce programme enregistre un grand retard inexplicable dans son exécution et relève les choix inappropriés des assiettes de terrain qui sont éloignées des habitations, la distribution opaque des locaux, leur l'exiguïté et les conditions inadéquates en rapport avec leurs activités. Il est donc conseillé de revoir l'application de ce programme et lui donner toute l'attention qu'il mérite.

C'est pour cette raison qu'il faut revoir la perception que l'Etat a des jeunes et rétablir la confiance entre les deux et ce, en faisant une évaluation détaillée des différentes politiques pour déceler les failles et élaborer une nouvelle politique en adéquation avec la réalité. Il est impératif d'inscrire la question des jeunes dans les priorités urgentes du gouvernement. Parmi les propositions, on citera "l'organisation de congrès nationaux de jeunes qui seront un espace de concertation aptes à concentrer les visions, notamment dans l'élaboration des politiques en faveur des jeunes qui regrouperaient tous les secteurs de l'Etat et dans lequel le mouvement associatif sera un acteur principal"<sup>7</sup>.

Contrairement à la situation dans d'autres régions en développement, à l'exception de l'Asie du Sud, les tendances démographiques en Afrique ne contribuent pas à l'assouplissement de la pression sur le marché du travail, tout comme des indicateurs de l'emploi des jeunes signalent une aggravation de ce problème. Renverser ces tendances appelle à un scénario de politique différent dans lequel la création d'emploi des jeunes en particulier est parmi les principaux objectifs du cadre macroéconomique et est une priorité pour la politique budgétaire.

De nouveaux modèles de croissance sont nécessaires, y compris des stratégies et des politiques industrielles qui favorisent la diversification économique et la création d'emplois de qualité. Le sens de l'urgence renouvelé pour prioriser l'emploi des jeunes dans les programmes de transition de l'Afrique n'est pas seulement une question de répondre aux aspirations des jeunes pour une vie meilleure, mais aussi une nécessité pour améliorer le bien-être des sociétés au sens large.

---

<sup>7</sup> Rapport CNES 2013

### **3.6- Investir dans les jeunes pour Réaliser le dividende démographique:**

l'avenir de l'humanité est, a plus que jamais, entre les mains des jeunes, dont la part actuelle dans la population mondiale n'a jamais été aussi élevée. Cette jeunesse construit 3/5 de la population totale en Algérie. Définir un cadre de développement durable autonomisant les jeunes, renforce absolument leur participation dans le processus du développement. Leur leadership constitue donc un impératif pour l'évolution du monde futur.

le développement et le progrès économiques et sociaux, nécessaires au bien-être futur des population algérienne, dépendent de la place accordée aujourd'hui aux jeunes dans les décisions stratégiques des gouvernements. C'est un constat sur lequel tous les décideurs du monde s'accordent.

Les gains économiques potentiels peuvent être très importants, si les politiques appropriées sont mises en œuvre et si des investissements conséquents et stratégiques dans le capital humain sont consentis, en particulier au profit des jeunes.

Le défi est d'investir maintenant dans les jeunes générations, l'éducation et la santé, de construire une cohorte capable de pousser la croissance

Un pays dans lequel la part des jeunes dans la population augmente et le taux de fécondité diminue peut récolter les fruits d'un « dividende démographique ». Une hausse de la productivité économique peut se produire lorsque le ratio de la population active par rapport au nombre de personnes à charge s'accroît. Il faut encourager l'adoption de politiques et des programmes d'insertion propices à la réalisation de ce dividende. Ces politiques consistent notamment à améliorer l'accès à une éducation de qualité et à l'emploi, et des investissements en faveur de la santé des jeunes.

Le budget de l'emploi en Algérie a été multiplié par quatre fois et demi entre 2008-2012, mais «la tension sur l'emploi persiste depuis 2000», a averti hier à Alger Aïcha Edjekouane, chef division des études sociales au Conseil national économique et social (Cnes).

A l'occasion du workshop, sous le thème «Quelles nouvelles problématiques et quel rôle pour la société civile organisée pour la promotion de l'emploi et l'intégration socioprofessionnelles des jeunes», Mme Edjekouane a présenté l'expérience algérienne dans le domaine de l'emploi et a, d'emblée, suggéré «une évaluation objective des différents programmes d'emplois engagés par l'Etat».

Elle ajoutera que «la question de l'emploi est considérée comme une urgence nationale» au regard des exigences de la population et les évolutions mondiales. Même si le programme quinquennal 2010-2014 prévoit la création de trois millions d'emplois, la création de postes

d'emplois reste «difficile». En dépit d'une économie peu diversifiée, l'industrie manufacturière, qui est l'un des plus importants secteurs pourvoyeurs d'emplois, demeure marginale et ne représente que 5 % du tissu économique. Quant aux secteurs agricole et industriel, ils «n'ont pas encore atteint le niveau de développement indispensable» pour contribuer à la création de l'emploi.

Les jeunes algériens, prévient la spécialiste des questions sociales, ont de nouvelles exigences en termes de stabilité d'emploi, de compatibilité de leurs diplômes et de rémunération. Les mesures incitatives prévues pour les entreprises créatrices d'emploi et les différents dispositifs d'emploi d'attente comme le Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) qui offre aux jeunes diplômés un salaire de 15 000 DA durant trois années ne peut répondre à leurs réelles attentes.

#### **4- La croissance économique :**

Le pays s'est construit sur la rente pétrolière, en gonflant artificiellement le secteur public. Cela ne suffira pas à fournir de l'emploi aux jeunes arrivant sur le marché du travail. "Le taux de croissance à la fin de l'année dernière a atteint les 3 % à cause de la réduction de la production des hydrocarbures et des revenus y afférents<sup>8</sup>", qui peut "arriver en 2019 à une moyenne de taux de croissance de 7 %"<sup>9</sup>.

L'Algérie, Pays le plus vaste d'Afrique (2.38 millions km<sup>2</sup>), avec d'importantes disparités en termes de distribution spatiale, poursuit une politique d'inclusion spatiale incluant notamment, un renforcement des collectivités territoriales et une stratégie d'aménagement du territoire.

Avec une croissance réelle de 4 % en 2014, essentiellement tirée par la reprise du secteur des hydrocarbures, les perspectives économiques de l'économie algérienne, projettent un accroissement du PIB réel de 3.9 % en 2015 et de 4.0 % en 2016. Face à la chute des cours du pétrole observée depuis juin 2014, les autorités ont engagé une série de mesures au nombre desquelles l'option d'un recours au financement bancaire national des investissements publics pour faire face aux flux croissants des demandeurs d'emploi.

L'économie algérienne a enregistré, en 2014, une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel estimée à 4 %, contre 2.8 % en 2013 et 3.3 % en 2012. Ce rebond est essentiellement dû à la reprise du secteur des hydrocarbures, dont la valeur ajoutée en termes réels s'est accrue de 0.5 % en 2014, en progression pour la première fois depuis huit ans. En revanche, la croissance du PIB hors hydrocarbures a ralenti avec un taux estimé à 5.5 % en 2014, contre

---

<sup>8</sup> affirmation A. Sellal, premier ministre algérien

<sup>9</sup> M. Sellal devant les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) algérien.

7.1 % en 2013. Le taux de chômage a atteint 10.6 % en 2014 contre 9.8 %, en 2013, avec des taux relativement plus élevés chez les femmes (17.1 %) et chez les jeunes de 16 à 24 ans (25.2 %) <sup>10</sup>.

Dans les prochaines années, l'augmentation des effectifs et la nécessaire amélioration de la couverture sanitaire et scolaire entraîneront des dépenses considérables. Si les objectifs de couverture sanitaire et scolaire sont fixés à l'horizon 2025, il sera nécessaire, d'accroître les dépenses correspondantes à des rythmes élevés de 6 %, 8 % et même plus 10 % par an, selon les objectifs considérés (par exemple, l'accès de l'ensemble de la population à un centre de santé proche, l'éducation primaire universelle, l'accroissement de la scolarisation au secondaire, etc.).

A l'horizon 2025, la maîtrise de la croissance des effectifs d'enfants et des jeunes à suivre, soigner et scolariser permettrait d'atteindre plus facilement ces objectifs. Les rythmes annuels correspondants seraient moindres, compatibles avec les taux de croissance économique et les ressources internes et externes mobilisables pour les secteurs sociaux. D'ici là, et avec l'épuisement des réserves du pétrole nourrir, soigner, éduquer et occuper tous les Algériens deviendra donc une tâche difficile.

### **5- Nouveaux outils pédagogiques :**

Enfin, les méthodes pédagogiques elles-mêmes devront évoluer. Comme le dit le regretté C. K. Pralahad, former des gens en les faisant simplement asseoir devant leurs professeurs n'est pas la meilleure façon de leur faire acquérir des compétences employables et monnayables. "Si nous savons former des pilotes d'avion sur simulateur, il n'y a aucune raison pour qu'on ne le fasse pas pour des conducteurs d'engins", nous dit C. K. Pralahad qui veut souligner par là l'apport exceptionnel des nouvelles technologies dans l'enseignement.

Dès lors, nous devons développer de nouveaux outils pédagogiques en les utilisant de façon la plus innovante qui soit. Ces progrès ne sont possibles que si on réforme en profondeur notre système d'enseignement. Dans cette direction, on devra donner beaucoup d'autonomie aux universités algériennes pour pouvoir nouer des relations de partenariat fortes avec leurs homologues des pays développés comme le font les Indiens et les Chinois, encourager avec des mécanismes d'aides substantielles les grandes entreprises à créer leurs corporate universities, revoir de fond en comble le système public de formation professionnelle qui

---

<sup>10</sup> Source: Perspectives économiques en Afrique (PEA) 2015

peine aujourd'hui à répondre aux besoins des métiers les plus basiques, favoriser l'initiative privée dans l'éducation professionnelle par des mesures fiscales audacieuses.

## **6- Solutions :**

L'autre politique à mener de façon vigoureuse concerne l'entrepreneuriat. Seules des entreprises solides, capables d'offrir des emplois durables, peuvent constituer des solutions viables. Cela veut dire adopter des mesures qui encouragent l'investissement en le libérant totalement de toute entrave et en favorisant les recrutements par des dispositifs fiscaux plus attractifs pour les entrepreneurs. La création d'entreprises devrait ainsi constituer une priorité nationale, loin de l'ambition limitée des dispositifs d'emplois jeunes. Il faut au contraire encourager l'émergence d'entreprises compétitives et innovantes, capables de saisir et de valoriser les avantages comparatifs qu'offre l'Algérie. C'est là un effort absolument fondamental pour le développement économique algérien.

Les infrastructures sont l'autre priorité pour accompagner efficacement la création d'entreprises. Il s'agit d'équiper le pays en infrastructures indispensables pour accueillir les projets industriels. À cet égard, l'effort autoroutier lancé au début des années 2000 participe certes de cette priorité. Mais pour que ces efforts donnent leur pleine mesure, il faut les prolonger dans deux directions.

En premier lieu, il s'agit de relier les nouvelles autoroutes à des grandes zones industrielles autour de nouveaux ports de taille mondiale, capables d'offrir aux entreprises les conditions logistiques indispensables dans le commerce international d'aujourd'hui. L'autre effort dans les infrastructures concerne les nouvelles technologies de l'information. Les projets actuellement considérés (e-Algérie 2013 et autres) devraient se donner plus d'ambition en révisant à la hausse les objectifs poursuivis.

En particulier, on devra généraliser et développer plus rapidement les liaisons à haut débit pour fournir aux entreprises et aux institutions de formation les possibilités de tirer profit des potentialités élevées offertes par les nouvelles technologies de l'information.

La fenêtre d'opportunités du dividende démographique commencera à se refermer pour l'Algérie à partir de l'an 2020. Il nous reste ainsi à peine huit années pour engager les réformes et les efforts indispensables pour bénéficier de cette aubaine exceptionnelle.

L'Algérie ne sera jamais en meilleure position pour mettre son économie en mouvement. Rater cette occasion, c'est rater son rendez-vous avec l'histoire. Le prix en serait alors particulièrement lourd.

## **7- L'économie nationale à l'épreuve de la croissance démographique:**

Une Croissance démographique contre une faible croissance économique. Avec plus de 40 millions de bouches à nourrir dès l'année prochaine, les responsables du pays seront confrontés dans les prochaines années aux besoins croissants d'une population plus nombreuse. Nourrir plus de monde avec moins d'argent dans les caisses dans un contexte où les hydrocarbures resteront la principale source de revenus extérieurs pour le pays constituera un véritable casse-tête. «Le coût du développement pour 40 millions d'habitants n'est pas le même que pour 20 millions»<sup>11</sup>.

Et avec une économie dont les relents sociaux sont prononcés, l'impact est considérable. «Plus nous serons nombreux, plus le coût des subventions sera élevé, et plus il sera difficile pour le budget de l'Etat de le prendre en charge». Selon l'office national des statistiques (ONS), l'accroissement naturel de la population a presque doublé sur les quinze dernières années et le taux brut de natalité est passé de 19% à 26%. Cet accroissement s'est jusque-là fait au détriment des déséquilibres régionaux.

La densité de la population sur la bande littorale s'accroît beaucoup plus vite que la densité nationale. Sur la décennie 1998-2008, la densité nationale est passée de 12 à 14 habitants au km<sup>2</sup>, alors que dans les wilayas du littoral elle est passée de 244 à 274 hab/km<sup>2</sup>. Le fort accroissement d'une population peut parfois être considéré comme un frein au décollage économique.

Cela était le cas pour l'Algérie après l'indépendance. Pression sur le marché du travail, du logement, sur les besoins alimentaires, énergétiques, etc., une population plus nombreuse engendre «des exigences nouvelles et plus grandes», estime M. Benkhalfa. En revanche, «la baisse de la natalité accroît initialement la proportion d'actifs, ce qui est favorable à l'essor économique du pays», explique Hyppolite d'Albis, spécialiste en économie démographique, non sans souligner que par la suite «la baisse de la natalité a un effet négatif en accroissant la proportion de retraités».

Si l'Algérie n'est pas dans le cas d'une baisse de la natalité, elle est néanmoins dans une situation de hausse du ratio de dépendance démographique (proportion des personnes de moins de 15 ans et de plus de 60 ans par rapport à la population en âge d'activité, soit 15-59 ans).

La part des moins de 15 ans a encore progressé, ainsi que celle des plus de 60 ans ; en revanche, la population en âge de travailler continue de régresser. La population algérienne est encore loin du vieillissement (les plus de 60 ans représentant moins de 9% de la

---

<sup>11</sup> Abderrahmane Benkhalfa, l'économiste

population), mais ces chiffres peuvent servir à réfléchir «à des dispositifs publics et sociaux» en matière de prise en charge des personnes âgées, ainsi qu'à «la soutenabilité d'un système de retraite et à l'offre de soins et de services aux personnes dépendantes», estime Hyppolite d'Albis. Pour les jeunes, il s'agit de penser aux moyens de créer de l'emploi aux nouveaux entrants sur le marché du travail avec une croissance fébrile (moins de 5% ces 15 dernières années). Il faudra «doubler le PIB actuel<sup>12</sup>» pour prendre en charge les besoins futurs.

Dans une étude sur la «Transition démographique et le marché du travail en Algérie» (2010), estimait Kamel Kateb<sup>13</sup>, qu'il faudra «créer deux fois plus d'emplois à l'horizon 2020 pour répondre à la demande».

Le chercheur se base dans cette étude sur des projections de l'ONS (18,5 millions de la population active en 2020) et sur les chiffres de l'emploi de l'ONS de 2008 (9,1 millions d'emplois et 1,2 million de chômeurs). Selon lui, la demande d'emploi additionnelle pourrait se situer entre 250 000 et 300 000 entre 2015 et 2040.

## **8- Conclusion:**

Un dividende démographique réel nécessite des politiques et des interventions bien adaptées, afin de transformer une plus grande partie de la population jeune en adultes économiquement productifs. Il faut savoir profiter du dividende démographique en investissant massivement et longuement dans l'éducation et la planification familiale. Ils faut en outre mener des réformes et des initiatives économiques nécessaires et intégrer avec succès les femmes dans le marché du travail.

Outre le secteur de l'emploi, il faut exhorter le gouvernement à élaborer une stratégie nationale en faveur des jeunes car il s'avère que les efforts consentis dans les domaines de l'éducation, la formation, l'emploi, la protection sociale, la santé et le sport ont donné des résultats en deçà des attentes de cette frange de la population.

Il est impératif d'inscrire la question des jeunes dans les priorités urgentes du gouvernement. Il faut que les principes démographiques qui ont alimenté la croissance des Tigres asiatiques sont également disponibles en Algérie. Ainsi, l'Algérie pourra bénéficier d'un dividende démographique.

*Parmi les propositions, on citera "l'organisation de congrès nationaux de jeunes qui seront un espace de concertation aptes à concentrer les visions, notamment dans l'élaboration des*

---

<sup>12</sup> Abderrahmane Benkhalfa, ministre des finances algérien 2015

<sup>13</sup> chercheur à l'Institut national des études démographiques (France),

politiques en faveur des jeunes qui regrouperaient tous les secteurs de l'Etat et dans lequel le mouvement associatif sera un acteur principal"<sup>14</sup>.

---

<sup>14</sup> Rapport CNES 2014

## Références :

- 1- Lilli Sippel, Tanja Kiziak, Franziska Africa's Demographic Challenges: How a young population can make development possible. 2011. Berlin Institute for Population and Development and DSW.
  - 2- Woellert, Reiner Klingholz, " A Primer on the Demographic Dividend 2011". The Gates Institute, Johns Hopkins Bloomberg, " School of Public Health Understanding the Demographic Dividend", 2004.
  - 3- David E. Bloom, David Canning, and P. Malaney, " Population and Development Review 26:257-290.
  - 4- David E. Bloom, David Canning, and Jaypee Sevilla, "Economic Growth and the Demographic Transition. 2001.
- Greene, Margaret E. and Thomas Merrick in Health, " Poverty Reduction: Does Reproductive Health Matter?" 2005, Nutrition, and Population Discussion Paper. Washington, D.C.: World Bank.
- «Investir dans les jeunes pour exploiter dividende démographique en Afrique », ACTUALITÉS : 22/09/2014
- « La jeunesse, un atout pour l'Afrique - CCFD-Terre Solidaire », FaimDéveloppementmagazine Numéro 271 - Janvier-Février 2013
- «Maghreb : les dividendes de la transition démographique », 13 octobre 2009, Jeune Afrique Par Christelle Marot
- «La politique de l'Algérie se confond avec celle de la promotion de l'emploi», Réunion de haut niveau sur le dividende démographique et l'emploi des jeunes à New York. L'Economie 01/06/2015
- "Des mesures pour enclencher le redémarrage de l'économie algérienne."Liberté 31/05/2010

## Autres sources :

- seghirsmail@yahoo.com
- [Les rapports du CNES](http://www.algerie-focus.com/blog/12/le-rapport-cnes-du-24-decembre-2009-un-non-evenement/#sthash.ZhEOXOK3.dpuf), <http://www.algerie-focus.com/blog/12/le-rapport-cnes-du-24-decembre-2009-un-non-evenement/#sthash.ZhEOXOK3.dpuf>
- Actualités concernant la le dividende démographique, <http://www.unfpa.org/fr/le-dividende-d%C3%A9mographique#sthash.45X29rpw.tZUHmk2k.dpuf>
- Cabinet Ecotechnics
- Cabinets internationaux
- Supplément : El Watan 30 au 5 juin 05
- Données : Banque mondiale
- C.A.I.MED.(Centre for Administrative Innovation in the Euro-Mediterranean Région)

